

# JOURNAL DE ROUBAIX

## QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. HERBON

Le Nord de la France :

Trois mois. . . . . 13 f.  
Six mois. . . . . 25  
Un an. . . . . 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.

RÉCLAMES : 25 centimes

— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 21 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

### Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

**Le général en chef au commissaire de la défense, Lille.**

Mardi 20 décembre, une reconnaissance offensive d'environ 2,500 hommes avec artillerie est sortie d'Amiens et est venue sur nos lignes. Deux bataillons de la division Paulze d'Ivoy, cantonnés à Querrieux, le 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied et le 1<sup>er</sup> bataillon du 91<sup>e</sup> de ligne l'ont vivement abordée et repoussée dans la ville.

Il y a eu une dizaine d'hommes tués ou blessés de part et d'autre. Les Prussiens ont laissé les leurs entre nos mains.

Signé : FAIDHERBE.

Pour copie conforme :  
Le préfet du Nord,  
PIERRE LEGRAND.

Bordeaux, 20 décembre,  
5 h. soir.

**Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets.**

On ne signale aujourd'hui qu'un engagement près de Brionne (Eure) entre les francs-tireurs de Seine-et-Oise et 200 Prussiens qui ont été délogés à la baïonnette des hauteurs boisées et ont fui en désordre sur Bourg-Thérulde emmenant un grand nombre de morts et blessés. De notre côté deux blessés.

Pour copie conforme :  
Le préfet du Nord,  
PIERRE LEGRAND.

Bordeaux, 20 décembre.  
Paris (sans date).

Le Journal officiel, du 15 décembre, publie un décret qui dissout le bataillon n° 147, qui avait reçu l'ordre d'aller à Rosny et qui s'est présenté seulement avec un effectif de 109 hommes dont la plupart étaient sans armes ;

Ce journal contient des nominations de généraux et autres officiers.

Le gouvernement de la défense nationale annonce aux habitants de Paris que le pain ne sera pas rationné.

Assurément s'il fallait se résigner à des privations Paris n'hésiterait pas ; car il est prêt à tout sacrifier pour l'honneur et la patrie, mais les provisions de Paris permettent de lui épargner cette nécessité.

La quantité de pain vendue ne sera pas diminuée.

Il y aura seulement une différence pour la qualité. On vendra uniquement du pain bis d'une qualité uniforme pour tous les consommateurs : aucune exception ne sera tolérée.

La viande ne manque pas, il en sera distribué quotidiennement dans les boucheries municipales, sans réduction d'aucune sorte sur les qualités actuellement distribuées.

Le pain et la viande, base de l'alimentation, sont assurés ; la situation est donc satisfaisante.

On pourrait dire, après trois mois de siège, que ce résultat est dû à la sagesse et au patriotisme de la population, aussi résignée devant les privations qu'héroïque devant les périls.

« Nous avons juré, dit le gouvernement, que rien ne coûterait pour sauver le pays. Nous y parviendrons à force de calme et de vigilance. »

Le Journal officiel du 16 décembre publie un décret, en date du 15, instituant la Faculté de droit à Bordeaux.

Le général Vinoy est nommé grand-voix de la Légion d'honneur.

Londres, 20 décembre.

Le lord maire vient d'autoriser un meeting dans la salle de Guildhall en faveur de la France.

Luxembourg, 19 décembre.

A la séance de la Chambre, le gouvernement a déclaré ne pas vouloir faire connaître le texte de la Note de M. de Bismarck, ni de la réponse qui y a été faite, parce que les convenances ne permettent pas de publier un document avant sa mise au destinataire.

Le gouvernement pense pouvoir faire connaître jeudi cette réponse, mais il est prêt à la communiquer individuellement aux députés.

Les députés se retirent dans les sections pour prendre connaissance des documents et délibérer sur l'opportunité d'une Adresse au Roi, ou sur l'ordre du jour.

Les députés seront convoqués à domicile, pour la prochaine séance.

Luxembourg, 20 décembre.

Les sections ont nommé une commission de neuf membres pour examiner la situation et pour faire des propositions éventuelles à la Chambre. On pense qu'il y aura séance publique demain.

Vienne, 19 décembre.

La nouvelle annonçant que le comte de Beust a adressé au cabinet de Berlin une dépêche en réponse à la notification prussienne concernant le Luxembourg, est dénuée de tout fondement.

Le cabinet de Vienne, avant de répondre à la Note de Prusse, attend la réponse du grand-duc qui a été consulté sur la question pendante.

Les négociations turco-russes relativement à la mer Noire paraissent se poursuivre.

Stuttgart, 16 décembre.

La Chambre a été ouverte aujourd'hui par le Roi. Le discours du trône prononcé à cette occasion mentionne d'abord les grands et glorieux succès obtenus dans la guerre, succès auxquels les troupes wurtembergeoises ont pris une part héroïque.

Cette communauté d'armes, qui lie les peuples allemands entre eux, a aussi puissamment allumé dans la nation l'ardent désir d'une même politique. Si ce but, pour lequel l'Allemagne a lutté si longtemps, n'était pas atteint maintenant, il manquerait aux événements historiques de cette année la plus haute consécration.

Le discours royal engage le Landtag, à examiner les traités fédéraux avec un dévouement patriotique. Il annonce ensuite la présentation de projets de loi sur la continuation provisoire de la perception des impôts, sur l'allocation des moyens pour continuer la guerre et la construction des chemins de fer.

Malchen, 19 décembre.

L'assemblée de Etats a alloué aujourd'hui, par 28 voix contre 18, la somme totale pour le rachat du péage de l'Escaut.

La Haye, 19 décembre.

Seconde Chambre. — Des discussions longues et embrouillées ont eu lieu, suite de l'interpellation de M. Kerstens, concernant la pétition des catholiques en faveur de la restauration de la souveraineté du Pape.

M. Vanmulken, ministre ad interim des affaires étrangères, déclare que le gouvernement ne peut pas intervenir.

M. Kerstens propose la motion suivante :

« Le gouvernement ne peut pas s'abstenir de démarches à ce sujet. »

Plusieurs membres catholiques défendent la motion, mais ils conseillent à M. Kerstens de la retirer, afin de ne pas lier le gouvernement.

M. Kerstens retire sa motion.

M. Franssen Vandepuute présente la motion que voici :

« La Hollande n'a pas pour mission de faire des démarches pour la restauration de la souveraineté du Pape. »

M. Thorbecke combat cette motion, mais il appuie celle de M. Cremers, tendant à adopter un ordre du jour approuvant la conduite du gouvernement. La motion Vandepuute est rejetée par 42 voix contre 32.

Celle de M. Cremers est adoptée par 39 voix contre 35.

New-York, 19 décembre.

La Tribune dit que M. Schenck demandera des indemnités avec intérêts accumulés, pour les propriétaires des navires qui ont été détruits pendant la guerre civile par des croiseurs sortis de ports anglais ; il demandera également le remboursement des dépenses imposées à l'Amérique par les déprédations des croiseurs et cela par application des principes de neutralité revendiqués par l'Amérique.

La Tribune exprime la conviction que

l'Angleterre accordera ces demandes.

Les steamers Palmyra et Iowa sont arrivés.

Berlin, 20 décembre.

La Norddeutsche allgemeine Zeitung dit que le gouvernement prussien est prêt à soumettre ses griefs sur la violation de neutralité par le Luxembourg, ainsi que ses réclamations vis-à-vis du grand-duc à la décision d'un arbitre.

La position politique du Luxembourg ne sera pas touchée par cette circonstance.

Berlin, lundi, 20 décembre.

Versailles, 19 décembre.

Officiel. — Le 18 décembre, le général Werder a attaqué l'ennemi, qui se trouvait en forces considérables, près de Nuits et Pesmes.

Le soir Nuits était pris. Nous avons fait environ 600 prisonniers.

Le 19, l'ennemi a été poursuivi dans la direction du sud et de Pouest.

De notre côté, le prince Guillaume de Bade et le général Glumer ont été légèrement blessés.

Le 18, le 10<sup>e</sup> corps d'armée a continué à poursuivre l'ennemi sur Epui-nay.

Les trainards ont été faits prisonniers.

Nous avons pris un drapeau.

D'autres colonnes ont livré le 17, près de Poislay et La Fontenelle, un combat contre un ennemi fort de 10,000 hommes, qui est poursuivi dans la direction du Mans.

Le 19 décembre, des colonnes de l'aile gauche se sont mises en marche vers Château-Renaud.

Sarrebruck, 20 décembre.

On mande de Versailles, en date du 17 :

On apprend qu'une réfutation officielle des accusations envoyées par M. Chaudordy aux agents du gouvernement français contre la manière de faire la guerre de la Prusse, va être préparée et publiée prochainement.

On lit dans l'Indépendance :

Nous sommes toujours assez peu renseignés sur ce qui se rapporte aux opérations militaires des armées belligérantes. Au midi de la Loire, il ne paraît pas qu'il y ait eu autre chose, ces jours derniers, que des engagements sans importance. Les troupes allemandes semblent abandonner la ligne du Cher pour s'établir sur la rive gauche du fleuve.

Le corps d'armée commandé par le grand-duc de Mecklembourg, qui a refoulé le général Chanzy au delà du Loir dans les combats de Morée, Preteval et Vendôme, marche sur Le Mans par les routes de Châteauaun au nord, Epuisay et Saint-Calais au centre, Château-Renaud au sud. Pour le moment les colonnes qui suivent la route de Saint-Calais sont les plus en avant. Le 18, elles ont continué à poursuivre l'ennemi jusqu'à Epuisay, après l'avoir vaincu à Droué. Celles qui forment l'aile droite ont livré, le 17, un combat près de Poislay et La Fontenelle. Elles sont également sorties à leur avantage, au dire d'un télégramme de Versailles. L'aile gauche ne s'est mise en marche de Vendôme sur Château-Renaud que le 19 décembre. Poislay et La Fontenelle sont des villages à 20 kilomètres de l'Ouest de Châteauaun, Château-Renaud est à 25 kilomètres au sud de Vendôme, à mi-chemin de cette ville à Tours.

D'autres combats ont eu lieu en Bourgogne le 19 décembre. Ils se sont terminés par la prise d'assaut de la gare de Nuits par les Badois. Le bruit avait couru à Nuits que les garibaldiens avaient repris Dijon, mais le gouvernement a fait démentir cette nouvelle. Ce qui me semble exact, c'est qu'en dernier lieu les corps qui sont en formation à Lyon avaient pu envoyer des renforts aux troupes qui dans la vallée de la Saône, font face à l'ennemi, et que celles-ci avaient pu, en remontant vers le nord, mettre Beaune à l'abri de toute attaque et récupérer Nuits. C'est cette dernière position qu'ils viennent de perdre à nouveau.

M. Bright vient de donner sa démission de membre du cabinet anglais. Les sollicitations que le président du board of trade avait reçues à diverses reprises de ses collègues, et particulièrement de M. Gladstone, n'ont pu le empêcher jusqu'ici de prendre une mesure qu'il considérait comme indispensable au rétablissement de sa santé.

D'après une version accréditée à Londres, le véritable motif de la retraite de M. Bright aurait été son désir de voir l'Angleterre intervenir en faveur de la France, au besoin par la force. Cette assertion est des plus invrai-

semblables, mais ce qui n'est pas contestable, c'est que dans les classes populaires les sympathies de l'Angleterre, prépondérantes pour l'Allemagne au début de la guerre, perdent chaque jour du terrain pour se reporter sur la France, et ce mouvement s'accroît encore à mesure que la presse fait ressortir les difficultés que le vainqueur rencontre à achever sa tâche et à faire prévaloir ses volontés.

A ce double point de vue, nous devons signaler que le lord-maire de Londres, après avoir refusé l'usage de la salle de Guildhall pour un meeting en faveur de la France, est revenu sur sa décision et que le Daily Telegraph public aujourd'hui sur le bombardement de Paris, attendu avec tant d'impatience en Allemagne, des renseignements d'après lesquels les assiégés, non-seulement ne seraient pas en état de commencer cette opération d'ici à un mois, mais pourraient bien, le cas échéant, souffrir à leur tour et beaucoup d'un bombardement que Paris et ses forts dirigeraient contre leurs positions actuelles. Nous reproduisons ces assertions de la feuille anglaise sans en assumer naturellement la responsabilité.

Le Daily-News dément tout ce que le Morning-Post disait hier de négociations relatives à un armistice. Il en est moins question que jamais.

Le correspondant du Daily-Telegraph, à Versailles écrit à la date du 14 :

Hier, sont arrivés dans cette ville, venant de Paris, le major général Claremont et le capitaine Hore, attachés à l'ambassade britannique à Paris, et le prince Wittgenstein, attaché militaire russe.

Deux autres messieurs ont pu quitter Paris avec eux. Les renseignements qu'ils ont apportés au camp prussien à Versailles, sur l'approvisionnement des vivres des Parisiens, leur matériel de guerre et leurs troupes sont de nature, dit ce correspondant, à dissiper les illusions des armées prussiennes, qui ont cru que Paris se rendrait avant la Noël.

La quantité de vivres que possède Paris suffit encore pour nourrir la garnison et la population jusqu'à la fin de février, on pourrait les nourrir un mois de plus sans que de sérieuses privations fussent leur être imposées. Cette situation est confirmée par des personnes que leur position officielle met en mesure de s'en rendre parfaitement compte. Il n'y a pas la moindre probabilité que la population pousse les autorités locales à se rendre avant l'expiration de la période indiquée. L'esprit de cette population est d'ailleurs excellent ; après avoir traversé des phases diverses, tantôt de joies extravagantes et tantôt de profond découragement, la population de Paris est revenue à un sentiment de calme qui marque qu'elle s'est enfin décidée à soutenir les rigueurs du siège jusqu'à toute extrémité. Tout homme, qu'il soit marié ou célibataire, et capable de porter les armes, est devenu soldat ; ceux que l'on considère comme étant trop jeunes ou trop vieux pour le service militaire actif, ont été organisés en gardes urbaines ou civiques qui maintiennent dans la ville un ordre aussi parfait que Paris n'a jamais été plus sûr la nuit, bien que les rues soient presque obscures et que les hommes appartenant aux rangs les moins élevés de la société bien tous munis d'armes.

Le bœuf frais a été rayé des distributions du gouvernement, mais on peut encore se le procurer dans le plus grand nombre de restaurants. Un excellent beefsteak, de véritable viande de bœuf, coûte 3 f.50 chez Voisin. Le jambon, dont le prix s'est élevé jusqu'à 30 francs la livre, n'en coûte plus que 14, et il est abondant à ce prix. Côte Gaillon on délivre un excellent plat de côtelettes de veau avec sauce aux tomates, des fruits, du fromage de Chestres et une bouteille d'excellent vin pour 7 francs. La consommation de chiens, de chats et de rats dont on a tant parlé, n'a été qu'une affaire de fantaisie qui ne s'est pas généralisée.

Il y a Paris un nombre énorme de chevaux. La commission d'approvisionnement n'a pas cru jusqu'ici devoir mettre en réquisition un seul des chevaux affectés aux 413 mille omnibus et aux 24 mille voitures de place de la capitale. Paris possède encore en outre 25,000 chevaux faisant le service de roulage.

Le chiffre total de chevaux de toute catégorie que possède encore Paris peut-être évalué à cent mille têtes et il n'existe pas la moindre crainte de voir manquer le fourrage.

Aux cantines municipales on obtient pour 20 centimes un bol d'excellente soupe avec un morceau de viande de cheval. Les portions sont distribuées trois fois par semaine et sont toujours variées ; on a de la viande fraîche, un poisson salé, de la morue ou du saumon, aux choix du consommateur.

Les cartes de ration, qui sont valables jusqu'au 1<sup>er</sup> février, sont munies de coupons en échange desquels on peut obtenir du riz, du sucre, du café, du thé, du chocolat, du beurre, etc. pour 5 grammes de pommes de terre ou de fécule.

De nombreux bureaux de bienfaisance ont été établis à Paris. En s'y adressant, les pauvres peuvent s'y procurer des bons qui leur donnent droit à recevoir des rations aux cantines.

Six mille vaches qui ne seront abattues qu'en cas d'extrême nécessité, sont entretenues à l'effet de procurer du lait aux enfants et aux personnes infirmes.

Le beurre coûte 25 fr. la livre ; les œufs, 1 fr. 60 la pièce. Par contre, les articles de première nécessité ne sont pas encore chers. Le charbon se paie 90 fr. les mille livres ; le bois, 70 fr. le stère. Le vin est à bon marché et Paris en a encore pour un an. La quantité de farine est encore si considérable que le gouvernement lui-même ne sait pas exactement combien il en possède.

Plusieurs théâtres sont maintenant ouverts et fort suivis. Les lieux de réunions politiques, mais non sociales, sont très-fréquentés.

Le correspondant donne quelques renseignements sur l'organisation et les dispositions de l'armée de défense. Le nombre total d'hommes pourvus d'armes est évalué grosso modo à 520 mille, divisés en trois armées. La première est commandée par le général Clément Thomas ; la seconde par le général Ducrot ; la troisième par le général Vinoy. Celle du général Thomas, la plus nombreuse, compte environ 300 mille hommes ; elle est composée en grande partie de gardes nationaux et de gardes sédentaires. Des éliminations ont graduellement converti cette troupe civique en une armée propre à tenir la campagne. Les nouveaux régiments sont commandés par des colonels de fraîche promotion. Les gardes sédentaires servent sur les remparts de l'enceinte. Ils occupent aussi un certain nombre de postes en ville.

La garde nationale n'a que cinq batteries d'artillerie ; mais on fait de grands efforts pour augmenter cet effectif. Elle n'a pas non plus de cavalerie. Les gardes urbaines font le service de police. Leur uniforme obligatoire consiste en un pantalon bleu à bande rouge, avec un képi à cocarde rouge aussi ; le reste du costume à volonté.

La seconde armée, commandée par le général Ducrot, consiste en 150 mille soldats réguliers et gardes mobiles, avec 80 batteries d'artillerie de campagne, des mitrailleuses et deux régiments de cavalerie. Elle est divisée en trois corps, dont deux sont sous les ordres des généraux Blanchard et Bellemare.

Cette armée, par suite des renforts qu'elle doit encore recevoir, atteindra, dans peu de jours, le chiffre de 200 mille hommes. Elle n'entre pas dans Paris, elle campe ou est cantonnée autour de la ville, entre les forts et sur certains points devant ces défenses. La troisième armée, sous les ordres du général Vinoy, adjoint précédemment au général Ducrot, maintenant chargé par avancement mérité d'un commandement indépendant et important, compte 70 mille hommes composés des bataillons de dépôt de la garde impériale, aujourd'hui dépouillés de leurs galons et incorporés dans la ligne, de gardes marins, puis de quelques bataillons de ligne, des anciens sergents de ville, des gendarmes et de quelques « moblots ». L'armée de Vinoy fournit des garnisons aux forts et des artilleurs, en cas de besoin, aux 90 bastions qui constituent le rayon de l'enceinte.

Voici quelques extraits d'une correspondance du Times, sur l'état intérieur de Paris, 12 décembre 1870, écrite du quartier-général saxon, au Vert-Galant :

« Nous devons renoncer à tout espoir d'une capitulation de Paris ; en effet, nous avons une trop forte certitude qu'elle n'est pas près d'avoir lieu, si nous en croyons les préparatifs que les Français ne peuvent pas cacher à nos regards.

« Ils ont fait des travaux énormes, ce dernier mois, pour fortifier leurs positions, et pour ériger des batteries qui nous causent beaucoup de mal.

« Mais, disait-on, il y a quelques semaines, Paris va être bientôt affamé ; cette opinion ne paraît pas fondée du tout.

« Le général Trochu ne s'est pas amusé à nous détromper, et sans doute il avait ses raisons pour cela.

« Les soldats français faits prisonniers dans la bataille de la semaine dernière, et les morts laissés sur le terrain étaient tous des hommes forts bien nourris ; ils n'avaient pas la moindre apparence d'avoir souffert de la famine.

« Plus d'un de ces prisonniers m'a dit à moi-même qu'il avait toujours eu à manger abondamment. Mais nous avons eu d'autres preuves plus impartiales encore, il n'y a pas 24 heures :

« Hier sont arrivés dans nos lignes 4 officiers allemands prisonniers qui ont été échangés contre 4 officiers français. L'un des officiers allemands déclara qu'il est possible d'être mieux traité qu'eux jours. « Ils n'ont pas été traités comme des prisonniers ; ils n'ont pas été privés de leur nourriture ; ils ont eu à leur disposition des plats de viande, dont un roastbeef et du veau.

« On l'avait conduit à divers restaurants pour s'amuser (ces mots sont en français), et ceux qui l'accompagnaient s'étaient chargés de payer non-seulement la carte, mais encore la voiture.

« Ce n'est pas tout. Il n'est pas rare qu'une gentille jeune fille qui puisse faire oublier à un gentleman